

ANNEXE 4

Chronologie de la candidature de la Turquie à l'UE

15 mars – 15 octobre 2004

17 mars : La commission des affaires étrangères du Parlement européen adopte un rapport invitant l'UE à accorder une « priorité absolue » au respect par la Turquie des critères démocratiques européens avant d'entamer des négociations d'adhésion avec Ankara. En particulier cette commission souligne que le règlement du conflit chypriote constitue un élément essentiel de progrès en vue d'une adhésion.

7 avril : Alain Juppé, président de l'Union pour un Mouvement populaire (UMP), parti qui soutient le président Chirac est parti en campagne contre l'entrée de la Turquie dans l'UE en déclarant que « l'UMP souhaite qu'on n'engage pas de discussion avec la Turquie à la fin de l'année ».

26 avril : Selon un sondage Gallup 53% des Danois sont opposés à l'ouverture de l'UE à la Turquie.

29 avril : Le président français Jacques Chirac déclare que la « Turquie a une vocation européenne. Mais les conditions de son entrée ne sont pas réunies aujourd'hui ».

30 avril : Selon la Fondation du centre de recherches de Turquie (TAM) 1,3 des 3,8 millions de ressortissants de Turquie vivant dans les pays membres de l'UE seraient des citoyens de l'UE) :

Répartition des ressortissants de Turquie naturalisés : Allemagne 730 000 sur 2 600 000, France 174 000 sur 370 000, Pays Bas 174 000 sur 270 000, Autriche 80 000 sur 200 000, Grande Bretagne, 33 000 sur 70 000, Danemark , 14 000 sur 53 000 et Suède 23 000 sur 37 000.

9 mai : Le ministre français de l'Economie, Nicolas Sarkozy déclare que « la Turquie n'est européenne ni par sa géographie, ni par sa culture, ni par son histoire. Elle n'a donc pas sa place en Europe ». Le Premier ministre britannique Tony Blair souligne que l'admission de la Turquie dans l'UE était un grand défi et qu'il ne fallait pas écarter les problèmes que cela posait mais les gérer.

9 juin : Ankara dans l'espoir de faire sauter un des derniers verrous à l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'UE libère Leyna Zana et trois autres députés kurdes, condamnés en 1994 à 15 ans de prison.

23 juin : La future présidence néerlandaise de l'UE promet que l'ouverture ou non des négociations d'adhésion avec la Turquie sera décidée en décembre « de façon équitable, indépendante et transparente ».

28 juin : Le président Chirac critique le président Bush, qui la veille avait déclaré au sommet de l'OTAN à Istanbul que l'UE devait intégrer la Turquie : « M. Bush est non seulement allé trop loin mais il est allé sur un terrain qui n'est pas le sien ».

21 juillet : En visite à Paris le Premier ministre Erdogan obtient le soutien du gouvernement français à la candidature de la Turquie à l'UE après la signature d'un protocole d'accord d'achat de 36 avions Airbus.

31 août : Le commissaire européen à l'élargissement Günter Verheugen promet que le rapport de la Commission sur les négociations d'adhésion avec la Turquie qui sera rendu public le 6 octobre, sera « objectif et équitable » préparé « à l'abri des pressions politiques ».

23 septembre : G.Verheugen déclare : « J'ai obtenu aujourd'hui de mon ami le Premier ministre Erdogan des assurances qui me permettront de faire une recommandation très claire ».

26 septembre : Le Parlement turc a entériné une réforme controversée du code pénal : sous la pression de l'UE, le gouvernement Erdogan, s'est abstenu d'insérer dans ce code le délit l'adultère.

1^{er} octobre : 57 % des Allemands sont hostiles à une adhésion de la Turquie à l'UE (sondage pour la chaîne de TV N24). Ankara annule la réunion prévue à Istanbul les 4 et 5 octobre entre les ministres de l'UE et ceux de l'Organisation de la conférence islamique(OCI) en raison d'un désaccord sur la participation des Chypriotes turcs : la Turquie avait invité la « République turque de Chypre Nord » sous le nom de « Etat chypriote turc ».

6 octobre : La Commission européenne a recommandé au Conseil européen, qui doit se tenir le 17 décembre d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la Turquie. Mais ce « oui » est assorti de multiples garde-fous comme celui de la possibilité de « suspendre » les pourparlers en cas de dérapage turc.

12 octobre : 75,3% des Français voteraient dans un referendum contre l'adhésion de la Turquie selon un sondage de l'Institut Louis-Harris.